

# The Evolution of Provincial Bonapartism Prior to the Imperial Restoration : The Example of Antoine Gautier, Mayor of Bordeaux under the Authoritarian Empire

著者	NOMURA Keisuke
journal or publication title	EUROPEAN STUDIES
number	15
page range	35-57
year	2021-03-30
URL	<a href="http://hdl.handle.net/10097/00131611">http://hdl.handle.net/10097/00131611</a>

# **L'évolution d'un bonapartisme local à la veille de la restauration impériale : l'exemple d'Antoine Gautier, maire de Bordeaux sous l'Empire autoritaire**

NOMURA Keisuke

Mots-clés : bonapartisme / Second Empire / élites locales /  
Bordeaux / Antoine Gautier

## **Avant-propos**

En matière d'histoire politique de la restauration de l'Empire napoléonien en 1852, on a généralement plutôt privilégié les circonstances politiques du Coup d'État accompli le 2 décembre 1851 à l'évolution idéologique en perspective de l'établissement du Second Empire (1852-1870). Ainsi, dans l'historiographie bordelaise, les historiens ont toujours mis au point la main forte en la personne du baron Haussmann, sous-préfet de Blaye de 1841 à 1848, puis préfet de la Gironde de 1851 à 1853, tandis qu'ils se sont appuyés sur cet aspect, selon lequel les « notables » girondins étaient de plus en plus subordonnés volontairement ou non aux circonstances de l'époque qui les ont finalement conduits à se rallier à l'Empire renaissant sous un fameux « contrat tacite »<sup>(1)</sup>. Pour ainsi dire, ils en sont arrivés à souligner les attitudes des élites bordelaises plus ou moins passives en face de la restauration impériale, en tenant compte qu'ils gardaient la tradition libérale ou l'esprit bourgeois tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est dans ce sens que Robert souligne aussi que les élites bordelaises « ne font que se résigner au retour à l'Empire »<sup>(2)</sup>.

Les deux phases du Coup d'État et du rétablissement de l'Empire, doivent être, selon l'auteur, bien distinctes l'une de l'autre en vue politique, parce que la première n'a donné que leur assentiment à l'apaisement de l'ordre social et au passage à la République décennale, créée en remplacement de la République quarante-huitarde, tandis que la seconde représente le ralliement des élites locales à l'investiture de la dignité impériale à la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, ainsi qu'au rétablissement dynastique des Napoléon. Il nous reste encore à examiner à travers quelle dénaturalisation le « contrat tacite » réalisait le passage de la

première à la seconde.

Cependant, on ne peut pas totalement conclure que le pouvoir bonapartiste, ou ce pouvoir d'en haut dépend exclusivement du « contrat tacite » sous-entendu avec celui-là, en négligeant ou défavorisant les mouvements positifs d'en bas, dits locaux, au profit de celui-là. Autrement dit, il aurait été difficile au pouvoir central de réussir localement sans aucun concours provenant d'en bas. C'est pourquoi l'auteur s'adresse, dans cet article, aux activités politiques d'un maire de Bordeaux, une des plus grandes villes de France, Antoine Gautier (1798-1882), et à son rôle dans le processus politique, aboutissant au dernier ressort à la restauration impériale, au niveau local dans le cadre de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde.

Cet article vise donc à dévoiler comment évoluait la logique idéologique qui aurait permis au monde politique local d'accepter la restauration de l'Empire napoléonien, documenté sur les témoignages d'un homme politique de l'époque, recueillis du *Mémoire* de la main d'Antoine Gautier, maire de Bordeaux de 1849 à 1860<sup>(3)</sup>.

## 1. Antoine Gautier et son *Mémoire*

A. Gautier, bien connu des spécialistes de l'histoire de Bordeaux post-révolutionnaire, s'occupe de la mairie du Bouscat de 1826 à 1830, avant de se faire nommer adjoint de la municipalité bordelaise en 1830, puis maire de Bordeaux en 1849. Entretemps, il a successivement pris les fonctions de conseiller municipal de Bordeaux depuis 1830 et de conseiller général de la Gironde depuis 1852. Jusqu'en 1861, lorsqu'il se retire de toutes ses fonctions publiques, il a énergiquement travaillé au premier plan pour la ville bordelaise et son département. Pendant son temps libre à côté de sa vie politique, il fréquentait son vignoble de Lamothe situé en banlieue de la ville pour en prendre soin attentivement<sup>(4)</sup>.



Figure 1 Antoine Gautier. [Laurent Coste (dir.), *Regards d'un notable bordelais sur son temps : le mémoire d'Antoine Gautier (1832-1882)*, Presse Universitaire de Bordeaux, Pessac, 2017]

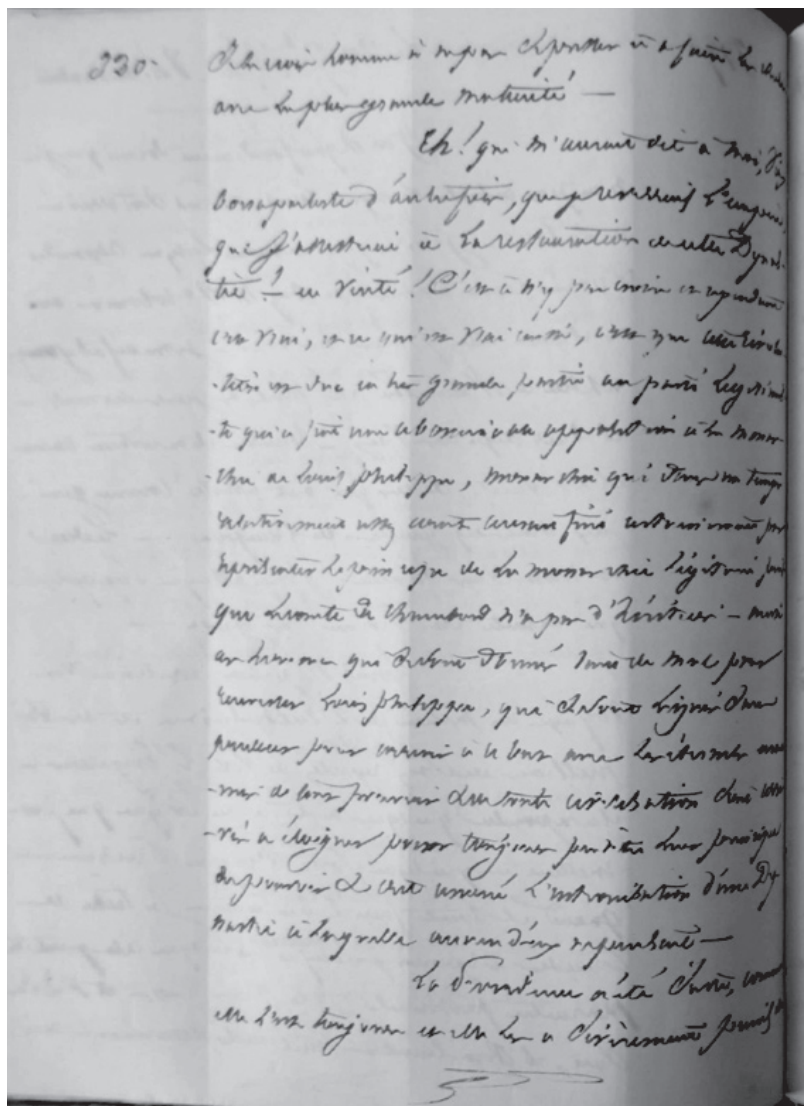


Figure 2 Le *Mémorandum*, le 20 septembre 1852 [Archives de Bordeaux Métropole, 75 S 38 : *Mémorandum*, le deuxième semestre de 1852]

Un « provincial fier de sa ville Bordeaux et de sa région »<sup>(5)</sup>, Gautier a jusqu'à ce jour été caractérisé par les historiens d'un côté par un « notable de province »<sup>(6)</sup> ou d'un autre par un « représentant de la moyenne bourgeoisie bordelaise »<sup>(7)</sup>. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'il n'appartienne guère lui-même à la grande dynastie des négociants bordelais telle qu'a pu décrire J. Cavignac en illustrant les « 25 familles »<sup>(8)</sup>, s'il avait le père Jean, négociant des Chartrons et la mère Françoise Aimée Lagardère, fille d'un négociant de la rue de la Rousselle<sup>(9)</sup>.

C'est dans son journal intitulé le *Mémoire* que l'on peut entrevoir ses visages d'homme politique, et aussi, de temps en temps, de producteur de vin<sup>(10)</sup>. Ce corpus d'origine privée est bien connu, parmi les historiens, pour sa valeur historique de premier plan. Heureusement, il s'est rendu plus accessible aux intéressés, parce qu'on l'a déposé depuis 1954, par voie extraordinaire, sous la sous-série 75 S aux Archives municipales de Bordeaux (aujourd'hui dénommé Archives de Bordeaux Métropole). Comprenant chacun un semestre, le *Mémoire* contient 91 volumes intégraux, qui étaient quotidiennement tenus de 1832 à 1882. En dépit de ses plusieurs manques<sup>(11)</sup>, il est très utile de faire nos recherches historiques en ce qui concerne la vie politique du Bordelais de son temps.

Si l'on se réfère à un seul des obstacles les plus difficiles à surmonter, ce serait une extrême illisibilité du *Mémoire*. En effet, beaucoup d'historiens n'ont pas manqué d'indiquer cet aspect. Ainsi, J. Cavignac compte son « écriture difficile » parmi les facteurs négatifs, sous le prétexte desquels les historiens ne se sont jusqu'ici servi que partiellement de ce corpus, s'intéressant surtout aux événements révolutionnaires survenus en 1848<sup>(12)</sup>. Compte tenu de cet état de chose, il est bien heureux de voir apparaître en 2017 un livre dirigé par L. Coste, qui traite sérieusement et profondément de la vie politique et sociale de Gautier, n'étant accompagné que par la transcription partielle, néanmoins très avantageuse, du *Mémoire*<sup>(13)</sup>.

Cependant, malgré un meilleur mérite des œuvres précédemment publiées, on n'a pas suffisamment dévoilé la logique ou l'idéologie des hommes politiques qui évoluent au niveau local vers la restauration de l'Empire napoléonien. Certes, on a souvent fait attention au déroulement politique relatif au Coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, auquel les élites bordelaises se seraient volontairement ou non ralliées. Mais, comme mentionné plus haut, il nous faut encore analyser plus subtilement et plus concrètement le contenu du « contrat tacite » lors du ralliement des élites locales, dont Gautier bien entendu, à la dynastie napoléonienne.

## 2. Ses attitudes politiques face à la Révolution de 1848

La Révolution de Février déclenchée à Paris en 1848 suscite des désarrois généraux au sein des élites locales partout dans le pays. En effet, c'est une « consternation générale » selon Gautier qui dominait les Bordelais à la nouvelle de la Révolution parisienne<sup>(14)</sup>. Mais dès les Journées de Juin, où les insurrections ouvrières éclatent contre la fermeture des Ateliers nationaux, la tendance conservatrice se renforce de plus en plus solidement par crainte du spectre « rouge », stimulant les conservateurs à se regrouper en un parti de l'Ordre représenté par Thiers, Guizot etc. Le suffrage universel introduit par la Révolution n'aurait que partiellement ébranlé la position des élites établies, ou des « notables » pour prendre le concept de Tudesq, dans la société locale<sup>(15)</sup>. D'où vient la situation favorable à l'élection présidentielle, basée sur le suffrage universel, de Louis-Napoléon en décembre prochain, parce que la grande majorité des conservateurs ont préféré l'oncle de Napoléon I<sup>er</sup> au général Cavaignac. Le résultat a rapporté, même en Gironde, une victoire écrasante au futur Empereur avec 77,5% des exprimés (58,4% des inscrits)<sup>(16)</sup>.

Représentée par les journaux principaux comme le *Mémorial bordelais*, l'*Indicateur*, la *Guienne* etc., l'opinion bordelaise se montrait, au plus tard jusqu'en automne 1848, à peu près indifférente, ou de temps en temps même méprisante vis-à-vis de ce prétendant impérial<sup>(17)</sup>. Ce même état d'esprit public se reflète, au mois de juin, dans la parole de Gautier lui-même.

*L'un voudrait la République honnête ; il y a des gens qui croient encore à ce mythe [...] l'autre voudrait Henri V [...]. D'autres pensent peut-être à L. Bonaparte ; je crois cependant qu'il y en a bien peu*<sup>(18)</sup>.

Le comité électoral à Bordeaux, dénommé *Comité général de la rue Esprit-des-Lois*, composé d'« orléanistes fervents » en arrive en fin de compte à préférer Louis-Napoléon à Cavaignac pour l'élection présidentielle, parce qu'il croyait comme Thiers que celui-là serait « un âne qu'on mènerait »<sup>(19)</sup>. Se tenant à être un « conservateur sous la République »<sup>(20)</sup>, et prenant la position bien affirmative pour le comité général, notre maire de Bordeaux n'avait d'autre choix que de soutenir Louis-Napoléon, mais au début sans enthousiasme<sup>(21)</sup>.

*On peut dire que la France est aujourd'hui dans une position extraordinaire. C'est plutôt par un instinct irrationnel que par médiation qu'elle va se jeter à la tête d'un homme qui n'a pour lui que le nom glorieux de son oncle. Le peuple qui ne connaît que le nom de Napoléon est entraîné par l'auréole de gloire et de grandeur populaire de ce nom. Et tout ce qui pense et tout ce qui raisonne, est presque obligé, se voit peu à peu contraint à saluer ce mouvement instinctif malgré tout ce que pourrait avoir de douteux un pareil choix<sup>(22)</sup>.*

C'est ainsi que les cinq mois lui ont suffi à changer son attitude politique envers Louis-Napoléon, tandis que s'enfermait en lui une certaine méfiance du phénomène suscitée par un « instinct irrationnel ».

### **3. Son attachement à la dynastie d'Orléans**

Gautier exprime à multiples reprises son attachement à la Monarchie de Juillet ainsi qu'à la famille d'Orléans. En face de l'effondrement de sa dynastie en février 1848, il n'hésite pas à montrer sa nostalgie envers celle-ci.

*Oh ! Les d'Orléans ! Je leur étais bien dévoué, je les aimais pour le bien que j'espérais d'eux pour nous tous<sup>(23)</sup>.*

C'est ainsi non sans raison qu'il s'indigne de la confiscation des biens des Orléans, dictée par les deux décrets du 22 janvier 1852, peut-être parce qu'il trouve dans cette politique, sinon entièrement, au moins partiellement un signe gauchiste du gouvernement de Louis-Napoléon<sup>(24)</sup>.

*Mon Dieu ! Ces décrets me gêneront un peu mon Napoléon. [...] Louis XVIII a forcé la famille Napoléon à vendre les biens qu'elle possédait en France. Louis-Philippe a forcé la branche aînée à vendre les siens, Napoléon force les d'Orléans à vendre les leurs, ce sont de pauvres et tristes représailles [...]<sup>(25)</sup>*

Mais, on peut constater tout de suite que le maire de Bordeaux avait, en principe, des vues sévères en ce qui concernait le jugement de Louis-Philippe face aux événements de février.

*[...] il y a aujourd'hui quatre ans que la monarchie constitutionnelle de Juillet a été renversée par une poignée de misérables, et cette monarchie, sur laquelle je comptais tant, ne s'est pas même défendue. [...] le roi Louis-Philippe qui avait des fois montré du courage devant les assassins a déshonoré sa belle et glorieuse carrière en abdiquant la royauté que la France lui avait donné et il s'est retiré sans défendre un seul moment les institutions qui avaient donné sous son règne 18 ans de bien-être à son pays !<sup>(26)</sup>*

Par contre, il montre occasionnellement sa méfiance complète à l'égard du légitimisme qui a « fait une abominable apposition à la monarchie de Louis-Philippe »<sup>(27)</sup>. Quant à la République, on trouve toujours en lui une répugnance à peu près instinctive, celle-là lui évoquant le souvenir du terreur robespierriste<sup>(28)</sup>.

*Mais le gouvernement, le système monarchique représentatif, constitutionnel est-il perdu avec L.-Philippe, j'en ai peur et cependant il me semble que c'est une bonne forme de gouvernement et une forme qui comporte plus de véritable liberté que la forme républicaine elle-même. [...] J'étais conservateur progressiste sous la monarchie constitutionnelle. Je vais encore être un conservateur sous la République<sup>(29)</sup>.*

Par ailleurs, conçu en parallèle avec la forme républicaine, le suffrage universel est également mal vu par Gautier.

*[...] l'élection est une mauvaise chose, et [...] le suffrage universel est encore plus qu'une mauvaise chose. C'est une folie dangereuse et s'obstiner à l'appliquer est, selon moi, plus qu'une faute, c'est une espèce de crime de l...[illisible] société. [...] Les sots et les ignorants sont en majorité évidente, les méchants s'en empareront et le mal arrivera indubitablement si on n'y met pas ordre, mais il ne paraît que l'on comprend<sup>(30)</sup>.*

Il est évident par conséquent que Gautier se tient, comme forme de gouvernement, à la monarchie constitutionnelle et représentative, qui s'est concrétisée pour le « conservateur progressiste » comme lui sous la Monarchie de Juillet, en dégoûtant les deux formes légitimiste ou républicaine.

Quant à l'Empire, Gautier fait allusion à celui-ci dès avant l'élection



présidentielle, se référant même à une sorte de Providence.

*On a beau résister, c'est un instrument fatal auquel en quelque sorte on n'ose pas résister de crainte qu'il ne soit providentiellement indiqué. [...] C'est ainsi que je vois tout le monde, tous les partis malgré leurs sympathies pour d'autres prétendants fatalement entraînés à voter pour Louis Bonaparte qui aura dans la main des destinées de la France et qui pourra facilement reconstruire la monarchie constitutionnelle sous le nom d'empire constitutionnel* <sup>(31)</sup>.

C'est ainsi qu'on pourrait deviner son espoir plus ou moins latent de voir la monarchie constitutionnelle même sous la dénomination d'Empire.

Cependant, il semble bien qu'il présumait la présidence prévue du prince impérial comme précaire, en ne jugeant l'habileté de ce dernier que de médiocre, comme suit :

*Il ne faut pas se dissimuler cependant que l'avènement de Mr. Bonaparte ne serait que momentanément l'avènement de l'ordre et de la confiance. On se réunira à lui pour éloigner l'anarchie ; mais l'anarchie vaincue, il y aura un parti puissant par la réunion des légitimistes et des orléanistes qui poursuivront la restauration de la famille des Bourbons et qui finira certainement par voir un jour ses vœux & ses désirs comblés ; à moins que Louis Napoléon ne soit un grand homme, ce dont il est encore permis de douter* <sup>(32)</sup>.

C'est le parti de l'Ordre dans sa pensée qui aurait enfin vendangé ses fruits politiques, qui pourrait plus loin aboutir à la restauration légitimiste mal vue par lui-même.

#### **4. Son idée politique évoluant pour le rétablissement de l'Empire**

##### **- Bon accueil au Coup d'État du 2 décembre 1851**

Un signe de changement subit s'observe pourtant au sein de sa pensée, aussitôt que Louis-Napoléon a pris la présidence en décembre 1848.

*Je suis persuadé que si Louis Napoléon ne se perd pas, il est destiné, avec*

*les tendances de la France, à devenir le chef constitutionnel et héréditaire d'un nouvel empire. La force monarchique de l'Europe pousse la France à la monarchie ; mais ce sera Louis Napoléon qui en profitera, parce qu'il sera déjà nanti, qu'il hérite de son oncle et qu'il a pris la tête de l'immense parti de l'ordre, de la famille et de la propriété*<sup>(33)</sup>.

C'est justement à la forme monarchique et constitutionnelle que Gautier se tient politiquement, s'il n'a d'autre choix que celle d'Empire. D'ailleurs, dorénavant, il se convainc de manière explicite de l'établissement prochain de l'Empire, garant de l'ordre politique et social aussi que de la famille et de la propriété, tout ce qui reflète autant de valeurs chères aux conservateurs de l'époque.

La nouvelle reçue par le télégraphe de Paris qu'un coup d'État s'est accompli saisit de manière inattendue le maire de Bordeaux comme les élites bordelaises<sup>(34)</sup>. Dès avant le 3 décembre, Gautier fait imprimer et afficher une proclamation aux Bordelais.

*Bordelais,*  
[...] *une dépêche télégraphique annonce que l'assemblée nationale est dissoute et que le Président de la République a fait appel à la nation en maintenant la République. Dans ces circonstances le maire de Bordeaux invite ses concitoyens à rester calmes et à continuer leurs travaux.* [...] <sup>(35)</sup>

Il voit dans l'action de Louis-Napoléon un 18 brumaire reproduit, en le superposant à l'expérience du premier Napoléon.

*J'ai lu les journaux. Il y a pas mal d'ex-représentants arrêtés [...] C'est un véritable 18 brumaire ; et sans doute que Napoléon a trouvé piquant d'exécuter un coup d'État le jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz et du couronnement de l'empereur. [...] Nous aurons difficilement des dépêches aujourd'hui ; [...] Cependant maintenant on ne peut pas conserver de doutes sur la réussite du mouvement puisque l'armée de Paris la finit et que les Parisiens l'ont acceptée. Un petit bonheur !* <sup>(36)</sup>

Peu après le 2 décembre, le grand négociant Duffour-Dubergier, en tant que président du comité électoral de la rue Esprit-des-Lois, décide de le transformer

en comité central plébiscitaire<sup>(37)</sup>. Ce nouveau comité se charge d'imprimer un manifeste à 200,000 tirages pour les distribuer à chaque arrondissement. Gautier se figure parmi les signataires avec Duffour-Dubergier bien entendu, le négociant Baour, le conseiller municipal de Bordeaux Castéja et le banquier Samazeuilh<sup>(38)</sup>.

Le maire de Bordeaux, de son côté, ne manque point de préparer des bulletins imprimés de « oui » en nombre suffisant, destinés à l'électorat girondin, afin de gagner la victoire sûre<sup>(39)</sup>. Cela faisant, il aurait pu écrire des phrases rassurantes.

*Beaucoup d'ouvriers voteront pour Napoléon, parce que Napoléon est un nom populaire. Quant à la campagne, il n'est pas douteux qu'elle produira une majorité considérable*<sup>(40)</sup>.

Ainsi, appuyé sur la légende napoléonienne largement diffusée sur la population surtout rurale, Gautier a pu se convaincre du succès déterminant du plébiscite destiné à légitimer ou non le Coup d'État. Comme on le sait, le résultat se serait trouvé plus que positif pour Louis-Napoléon<sup>(41)</sup>.

Comme on l'a vu jusqu'ici, il est convenable maintenant de penser que Gautier en soit parvenu, dès l'élection présidentielle de Louis-Napoléon, à agir pour ainsi dire en bonapartiste. Alors, de quels facteurs idéologiques se compose son bonapartisme ? C'est cet aspect dont l'auteur va traiter ensuite.

#### **- Le « vieux bonapartiste »**

Après le Coup d'État, Gautier se comporte apparemment en vrai bonapartiste.

*Eh ! Qui m'aurait dit à moi, **vieux bonapartiste d'autrefois** [écrit en gras par l'auteur], que je reverrais l'Empire, que j'assisterai à la restauration de cette dynastie !*<sup>(42)</sup>

Comme on le voit ici, Gautier exprime son émotion personnelle en vue de l'Empire à venir, l'établissement qui n'est pour lui rien d'autre qu'une « pacifique révolution »<sup>(43)</sup>. D'ailleurs, confessant son passé bonapartiste, il adhère cependant à un nouvel Empire qu'il distingue du premier au point de vue historique.

*J'avoue que je verrai avec plaisir le rétablissement de l'empire. Ce serait*

*selon moi une chose heureuse pour la France et pour tous les peuples de l'Europe. Je ne me préoccupe nullement des traditions de l'empire ancien [? : illisible]<sup>(44)</sup>. [...] Il ne peut pas plus y avoir maintenant de pouvoir sans contrôle que de guerres continentales. Les peuples ont d'autres conditions d'existence que celles qu'ils avaient il y a 50 ans. Ils ont d'autres mœurs, d'autres habitudes sociales et politiques et c'est si bien autres choses que nous avons à nous préoccuper<sup>(45)</sup>.*

Sur la même ligne, l'Empire se présente idéalement comme une forme du « gouvernement fort » en France.

*Nous avons vu reparaître l'aigle glorieux et sympathique avec une joie mêlé de fierté parce que ce drapeau et cet emblème sont la preuve que nous possédons enfin un gouvernement véritablement national dont nous pouvons, à ce titre, espérer tout ce que l'on est en droit d'attendre d'un gouvernement fort. La paix à l'intérieur, la paix à l'extérieur et cette protection éclairée et générale qui permet le développement de toutes les forces nationales<sup>(46)</sup>.*

C'est évidemment à ce gouvernement fort, ou au pouvoir puissant, que Gautier attache une certaine valeur glorieuse à la fois nationale, qu'il considère liée étroitement en même temps à la notion de la paix totale.

En conséquence, ancien orléaniste, le maire de Bordeaux riposte violemment comme idéologue bonapartiste aux autres formes de gouvernement.

*J'ai la plus vive répulsion pour la république, quelle qu'elle soit. Mais dès que j'ai vu poindre Louis-Napoléon, je me suis attaché à lui, parce qu'il m'a paru qu'il abritait la monarchie en relevant l'empire. Et nous y gagnerons certainement, car l'empire est le symbole d'un pouvoir fort, et non pas affaibli par deux révolutions comme cette pauvre monarchie, qui deux fois s'est écroulée et qui en dernier lieu était si faible qu'elle ne s'est pas même défendue<sup>(47)</sup>.*

Assimilant, par le mot « cette pauvre monarchie », les deux dynasties des Bourbon et des Orléans à une seule monarchie, parce que la dernière appartient à la branche cadette de la première, Gautier privilégie encore une fois le pouvoir puissant qu'il

considère comme un facteur essentiel de l'Empire à la différence de la monarchie traditionnelle.

Mais, on ne doit pas se tromper de la même terminologie superficielle de « monarchie ». Rejeter la monarchie traditionnelle ne signifie point qu'il veut écarter l'idée de monarchie elle-même.

*[...] maintenant aux acclamations de la France, il va enfin y monter et le titre de république va être effacé à ma grande satisfaction. Une fois l'Empire proclamé, nous serons en monarchie et je serai content<sup>(48)</sup>.*

Rappelons ici sa phrase citée plus haut : « monarchie constitutionnelle sous le nom d'empire constitutionnel ». Toujours est-il que Gautier compte l'Empire parmi les variétés monarchiques, lequel se caractérise par son fort pouvoir à la différence des autres monarchies dans l'histoire de France.

## **5. Gautier face à la visite de Louis-Napoléon à Bordeaux**

### **- Son initiative d'une adresse en faveur du rétablissement de l'Empire**

Au plus tard en juillet 1852, Gautier en parvient à avoir la conviction, malgré la parole négative de Louis-Napoléon lui-même, que le système impérial existe déjà même avant l'établissement officiel de l'Empire<sup>(49)</sup>.

*Ainsi l'empire est fait. L'héritier présomptif de l'empereur est là. Il ne faut qu'une circonstance, un moment pour que l'empereur apparaisse, et il apparaîtra certainement quand il en sera temps. Louis-Napoléon est un homme habile et patient. L'empire est fait ou à peu près fait en France, et se fait maintenant en pays étranger<sup>(50)</sup>.*

Cette atmosphère pro-impériale, personnifiée par les hommes politiques comme Gautier, se comprendrait mal sans tenir compte du contexte historique de la vie politique de l'époque.

C'est vrai que le Conseil général de la Gironde est un des premiers qui a pris une initiative dès l'année 1849 à favoriser la révision constitutionnelle. Il émet un vœu pour le renforcement du pouvoir exécutif dans sa session de 1849, et puis pour le prolongement du mandat du Président de la République, appuyé pour cette fois-ci sur l'assentiment du Préfet de la Gironde, durant la session de l'année suivante. Ce

mouvement se poursuit, mais en vain, jusqu'aux jours antérieurs au Coup d'État<sup>(51)</sup>.

Entre-temps, le maire de Bordeaux prend une initiative personnelle de préparer l'adresse au Prince-Président et le vœu au Sénat, proposés tout de suite au Conseil général de la Gironde, auquel il était élu au début d'août 1852. Le premier lui faisant connaître les sentiments de reconnaissance de son Conseil général, le dernier demandant que le Sénat prenne l'initiative d'instaurer la « perpétuité du pouvoir »<sup>(52)</sup> de Louis-Napoléon. En conséquence, il a bien réussi à être adopté dans la session du 23 août au Conseil général<sup>(53)</sup>.

*Le Conseil général qui vient de prêter avec un sentiment profondément religieux le serment de fidélité au Prince Louis-Napoléon émet le vœu que, conformément aux articles 31 et 32 de la Constitution, le Sénat prenne l'initiative d'une proposition tendant à constituer l'empire et à assurer ainsi dans les mains du Prince le pouvoir dont il fait un si noble et sage<sup>(54)</sup>.*

Par suite, il propose de réaliser la même idée au Conseil municipal de Bordeaux, et « Tout s'est bien passé au Conseil » comme suit :

*Monseigneur,*

*Le Conseil municipal de la ville de Bordeaux croit ne pouvoir par mieux inaugurer ses séances que par l'expression de ses sentiments et de ses vœux. Vous avez sauvé la France au deux décembre. Après le plébiscite qui a suivi cet acte glorieux, vous l'avez dotée des institutions que réclamaient son génie et ses mœurs. Les populations accourent devant vos pas pour vous témoigner leurs sentiments de reconnaissance et de dévouement. Cependant, Monseigneur, ce bonheur dont jouit la France manquerait d'avenir si des conditions de stabilité n'étaient pas données à votre gouvernement et comme les Conseils d'arrondissement et les Conseils généraux nous exprimons le vœux[sic] que l'empire soit reconstitué<sup>(55)</sup>.*

Il n'est pas douteux maintenant que Gautier se soit engagé plus énergiquement, au plus tard qu'avant le Coup d'État de Louis-Napoléon, aux activités personnellement ou non en faveur de la restauration impériale.

- « L'Empire, c'est la paix ! »

Pendant ce temps-là, les Bordelais connaissent la fameuse visite du futur Empereur à la ville, réalisée en octobre 1852<sup>(56)</sup>. Le maire de Bordeaux a appris avec beaucoup de joie la nouvelle dès la fin de mai de la même année.

*Le général Bourjoly[sic] est arrivé hier au soir de Paris et il est venu me voir aujourd'hui. Louis-Napoléon viendra ici dans le commencement de juillet, m'a-t-il assuré. Tant mieux. Je dois désirer qu'il vienne, parce que cela fera du bien à notre ville et à la chose [...]*<sup>(57)</sup>.

Tout de suite, il se met en juin à rédiger une adresse au Prince-Président, par laquelle il désire faire déterminer officiellement sa visite, et il la fait voter au soir au Conseil municipal présidé par lui-même. L'idée d'adresse est bien accueillie par le Préfet Haussmann<sup>(58)</sup>.

*Mon Seigneur;*

*L'espoir de votre prochain voyage dans les départements du Midi a ému toutes les populations. Elles sont impatientes de voir le Prince qui les a délivrées de toute inquiétude sociale et à qui, par un sentiment unanime de reconnaissance nationale, elles ont confié leur avenir.*

*Si cette paix que nous vous devons, Monseigneur, si le soin des intérêts généraux vous permettent de venir étudier de plus près nos besoins particuliers, la ville de Bordeaux serait heureuse de vous arrêter quelques jours dans ses murs, et c'est en son nom que le corps municipal vient vous offrir une hospitalité qu'il s'efforcera de vous rendre sympathique par l'expression empressée de son dévouement et de son respect. [...]*<sup>(59)</sup>

Deux mois et demi plus tard, l'annonce officielle fait connaître les détails du voyage projeté de Louis-Napoléon partout dans le pays, dans lesquels son séjour à Bordeaux est fixé aux 7, 8 et 9 octobre prochain<sup>(60)</sup>. C'est au maire de Bordeaux qu'Haussmann adresse sa demande de dresser le programme précis du séjour de « Son Altesse le Prince L.-Napoléon »<sup>(61)</sup>. Comme on remarque ici un titre honorifique « Son Altesse », ce n'est déjà pas au Président de la République, mais au futur Empereur qu'il s'adresse. C'est peut-être parce qu'il a appris que les circonstances politiques étaient très favorables à l'établissement de l'Empire dans d'autres lieux

déjà visités par Louis-Napoléon. Et d'ailleurs, il est possible qu'il ait regardé parmi les renseignements reçus une grande chance pour le rétablissement du régime impérial comme suit.

*Louis-Napoléon continue son voyage au milieu de l'enthousiasme et des voix million de fois répétées de Vive l'Empereur. Il a répondu quelques mots à un évêque, qui promettent en quelque sorte l'empire prochainement* <sup>(62)</sup>.

Ainsi, au début d'octobre, Gautier prépare un discours d'accueil destiné à prononcer lors de l'arrivée du Prince-Président.

*Au moment où vous touchez ce sol hospitalier, permettez, Monseigneur, que le maire de Bordeaux **au nom du corps municipal** [écrit en gras par l'auteur] qui l'entoure, interprète les acclamations qui vont vous accompagner jusqu'au palais municipal où nous serons si heureux de vous voir séjourner. Vous avez sauvé la France au deux décembre. Après le plébiscite qui a suivi cet acte glorieux, vous l'avez dotée des institutions qui réclamaient son génie et ses mœurs. Comme Français, ce concours immense vous témoigne déjà sa reconnaissance et son dévouement. [...]* <sup>(63)</sup>

La proposition du texte discursif est discutée le lendemain dans la séance du Conseil d'administration, où on connaît des critiques sur la phrase « au nom du corps municipal », parce que celui-ci n'est pas encore consulté alors <sup>(64)</sup>. Le maire de Bordeaux aurait par conséquent dû renoncer à cette phrase <sup>(65)</sup>.

Le 7 octobre 1852, le Prince-Président arrive en bateau par la Garonne à l'escalier des Quinconces. Sur le quai vertical se trouveraient, d'après Gautier, « les représentants des 544 communes du département, au nombre de plus de 2,000 » <sup>(66)</sup>. C'est aux cris de « Vive l'Empereur ! » qu'on l'accueillit dans la rue. Ébloui par cette atmosphère, le maire de Bordeaux fait un toast tout simple au dîner du même jour à l'Hôtel de Ville.

*À l'hôte illustre que la ville de Bordeaux est si heureuse de posséder ! Au Prince Louis-Napoléon ! Sa justice et son génie administratif ouvrent pour elle une ère de pacifique grandeur et de progrès. Que Dieu lui accorde assez de jours pour accomplir sa mission providentielle et pour jouir encore avec*



*nous du bonheur qu'il nous aura donné !* <sup>(67)</sup>

Au troisième jour du séjour, un banquet est offert par la Chambre de commerce de Bordeaux dans le hall du Palais de la Bourse. On y trouve 180 invités au dîner avec 800 spectateurs admis aux galeries du premier étage. Le président de la Chambre Duffour-Dubergier porte un toast à Louis-Napoléon « qui n'a usé de son pouvoir dictatorial que pour rétablir l'ordre si fortement ébranlé ». C'est en réponse de son discours que Louis-Napoléon prend la parole célèbre, dans laquelle il mentionne publiquement l'établissement de l'Empire pour la première fois depuis son investiture présidentielle, en disant « L'Empire, c'est la paix ! » <sup>(68)</sup> .

Au lendemain, pleinement satisfait à l'écoute du futur Empereur, Gautier lui donne un discours d'adieu.

*Permettez-moi, Monseigneur, **au nom du corps municipal, au nom de la ville tout entier** [écrits en gras par l'auteur] de vous adresser un mot d'adieu. Nous avons essayé de vous accueillir moins comme le chef de l'État que comme le sauveur de la France et le bienfaiteur de notre ville, de nos contrées du Sud-Ouest trop longtemps oubliées. Croyez-le bien, Monseigneur, notre reconnaissance et notre dévouement seront aussi profonds, que vos bienfaits sont grands* <sup>(69)</sup> .

C'est peut-être de son propre initiative qu'il l'a prononcé « au nom du corps municipal, au nom de la ville tout entier », parce qu'il en donne mention le 10 courant du mois, soit au lendemain du discours de Louis-Napoléon, sans qu'il avait de temps suffisant à consulter ni son Conseil d'administration, ni son Conseil municipal. Il est à remarquer ici qu'il prend habituellement ses notes, dans son journal, bien antérieures aux affaires à accomplir comme on l'a vu pour le cas du discours d'accueil du 7 octobre — il a été écrit en brouillon au 1<sup>er</sup> octobre .

Et il continue d'exprimer sa notion d'Empire comme suit :

*Les magnifiques paroles que vous avez prononcées hier au soir vibreront longtemps au fond de nos cœurs, car nous avons instinctivement compris que l'Empire, c'est la paix, c'est le progrès social, c'est l'expression la plus glorieuse et la plus puissante de la nationalité française* <sup>(70)</sup> . [écrits en gras par l'auteur]

De ses paroles, il est à retenir que Gautier caractérise l'Empire par les multi-valeurs, c'est-à-dire que celui-ci ne contiendrait pas seulement l'idée de paix, mais aussi celle de progrès, de gloire et de puissance que l'Empire pourrait représenter au nom de la nation française.

Par conséquent, patient de voir officiellement apparaître l'Empire, Gautier devient déjà résolu à en être témoin directement sur la scène prestigieuse dans la Capitale, parce qu'il se trouve peut-être fier de la restauration impériale, y regardant l'aboutissement de ses propres initiatives.

*[...] je m'attends à être appelé avant longtemps à Paris pour la proclamation de l'empire. Si on m'appelle, j'irai<sup>(71)</sup>.*

## Epilogue

Comme on l'a vu, Gautier est un homme politique qui a joué un rôle si remarquable, voire éminemment si positif, qu'il a pu exercer une grande influence au niveau local sur le processus politique évoluant vers la restauration impériale. Certes, il n'a apparu au plus que comme bourgeois moyen sur le plan économique et social, parce qu'il n'a jamais appartenu au monde du grand négoce ou des grandes propriétés, comparable au grand négociant un Duffour-Dubergier ou au grand propriétaire un marquis de La Grange par exemple. Néanmoins, il a effectivement contribué à faire tourner la tendance politique, traditionnellement libérale, pour ainsi dire présupposée anti-bonapartiste, de son pays natal vers le bonapartisme. Autrement-dit, il était un des protagonistes bordelais, qui plus est, un leader puissant qui a pu conduire la ville de Bordeaux, même son département si l'on veut, vers le champ bonapartiste, en privilégiant la transformation de la République en Empire napoléonien. On y trouve là un exemple des élites locales méconnu dans l'histoire bordelaise concernant le Second Empire.

Or, sous la perspective plus générale, il n'est pas superflu d'examiner un peu la signification du cas d'Antoine Gautier dans le contexte d'histoire nationale. On est déjà familiarisé avec le schéma tripartite des courants politiques observés en France depuis la Grande Révolution, pour lequel R. Rémon a formalisé les droites légitimistes, orléanistes et bonapartistes. À l'égard du dernier, il a d'ailleurs introduit la notion de « bonapartisme des notables » caractérisée par la combinaison du « libéralisme conservateur » et de la « démocratie autoritaire ». Mais, la cohabitation de ces deux facteurs politiques hétérogènes ne s'établirait que sous la

condition exceptionnelle comme une phase post-révolutionnaire pleine de peurs sociales. D'où l'éventualité large pour le « contrat tacite », que l'auteur a indiqué en commençant cet article, en facilitant une conciliation temporaire des deux facteurs politiques<sup>(72)</sup>.

Ce schéma simpliste, cependant, ne nous permettrait d'expliquer qu'en partie l'évolution politique de notre maire de Bordeaux sous la Seconde République. En effet, on ne pourrait pas encore suffisamment démontrer par là comment et pourquoi les élites bordelaises se sont penchées sur la forme-même du gouvernement impérial. C'est le cas de l'« ancien bonapartiste » qui nous montre des aspects indépendants de la solution schématique. Est-ce qu'il s'est associé à la tradition napoléonienne, sinon au culte de Napoléon I<sup>er</sup> ? Est-ce qu'il a appartenu plutôt au bonapartisme des propriétaires de terre qu'à celui des notables ou des élites ? Ou encore, est-ce qu'on pourrait aller jusqu'à dire un bonapartisme des vignerons ?

À côté de ces problématiques — et pour les résoudre aussi —, il faut de manière détaillée nous rapprocher du bonapartisme de Gautier, par exemple en analysant les rapports entre ses idées de monarchie et de souveraineté populaire (celle-ci étant un élément essentiel du bonapartisme), son point de vue sur la légende napoléonienne ou le culte de l'Empereur Napoléon, etc. En bref, à quel degré ses idées politiques sont-elles identifiables à celles de Louis-Napoléon ?

Il nous reste encore bon nombre de questions à traiter, questions que l'auteur se doit d'aborder dans un futur proche.

#### (Notes)

- (1) Selon Schoull, « Beaucoup [d'orléanistes], à la suite de leurs dirigeants, s'étaient ralliés provisoirement, en réservant l'avenir ». Christian SCHOULL, « Haussmann, préfet de la Gironde », *Annales du Midi*, t.80, no.87, 1968, pp.157-181. Plus récemment, Coste reprend la même thèse en se référant au ralliement de « notables du parti de l'Ordre » évalué par le mot « de manière pragmatique ». Laurent COSTE (dir.), *Regards d'un notable bordelais sur son temps : le mémorandum d'Antoine Gautier (1832-1882)*, Presse Universitaire de Bordeaux, Pessac, 2017, pp.40-41. Il serait possible de dire qu'ils suivent la tendance générale décrite dans l'historiographie nationale. Pareillement, Price explique le ralliement des légitimistes et des orléanistes par leur soutien conditionnel au nouveau régime. Roger PRICE, *The French Second Empire: an Anatomy of Political Power*, Cambridge University Press, 2001, pp.100-101.
- (2) Etienne ROBERT (dir.), *Histoire de Bordeaux*, Toulouse, 1990, pp.286-287.
- (3) L'auteur signale simplement *Mémorandum* avec la date écrite pour les citations de celui-ci dans cet article. Pour la transcription de textes, il suit fidèlement la manière telle que Gautier a écrit au courant de sa plume.
- (4) Un Lagardère, grand-père maternel d'Antoine Gautier, avait acquis en 1791 le domaine

- de Lamothe au Bouscat. L. COSTE (dir.), *op. cit.*, p.65. L'orthographe dénomminative du vignoble se varie de temps en temps, comme il est écrit aussi par « La Motte » dans le *Mémoire* de Gautier.
- ( 5 ) Pierre GUILLAUME (dir.), *Histoire de Bordelais*, 2 vol., Bordeaux, Mollat, 2002, t.II, pp.189-190.
  - ( 6 ) Frédéric Laux, « Les fonds Antoine Gautier et Louis Gautier-Lagardère », L. COSTE (dir.), *op. cit.*, pp.11-13.
  - ( 7 ) L. COSTE, « La vie d'un notable bordelais du XIXe siècle », *Ibid.*, pp.15-25.
  - ( 8 ) Jean CAVIGNAC, *Les vingt-cinq familles: les négociants bordelais sous Louis-Philippe*, Bordeaux, 1985.
  - ( 9 ) *Ibid.*, p.9.
  - (10) Aux Archives de Bordeaux Métropole se classe le *Mémoire* au Fonds Antoine Gautier, et on peut le consulter pour l'histoire du Second Empire sous les cotes de 75 S 37 (le premier semestre de 1852) à 75 S 67 (le deuxième semestre de 1869).
  - (11) Il manque des années 1850, 1856 et 1870 en plus du 1<sup>er</sup> semestre 1851, du 2<sup>e</sup> semestre 1853 et du 1<sup>er</sup> semestre chacun de 1854 et de 1855.
  - (12) J. CAVIGNAC, *op. cit.*, p.25.
  - (13) L. COSTE (dir.), *op. cit.*
  - (14) A.-J. TUDESQ, *Les grands notables en France, 1840-1849*, 2 vol., Paris, 1964, t.II, p.998.
  - (15) *Ibid.*, t.II, p.1139.
  - (16) Albert CHARLES, *La Révolution de 1848 et la Seconde République à Bordeaux et dans le département de la Gironde*, Bordeaux, 1945, p.183. Au plan national, Louis-Napoléon a obtenu 74.2% des exprimés (55.6% des inscrits) contre 19.5% (14.5%) pour le général Cavaignac. René RÉMOND, *La vie politique en France*, 2 vol., Paris, 1969, t.II, pp.75-76.
  - (17) A. CHARLES, *op. cit.*, pp.63-64, 176. On peut penser que le nom de Louis-Napoléon ne se reconnaît qu'en septembre 1848 officiellement pour la première fois dans l'opinion girondine. *Ibid.*, pp.164-165.
  - (18) *Mémoire*, le 1<sup>er</sup> juin 1848. C'est la première mention de Gautier à Louis-Napoléon pour l'année 1848.
  - (19) Gabrielle CADIER-REY, *Bordeaux et le libre-échange sous le Second Empire*, thèse de troisième cycle, présentée sous la direction de G.Dupeux à l'Université de Bordeaux, 3 vol., s.d. (vers 1970), t.I, pp.57-58.
  - (20) *Mémoire*, le 1er mars 1848.
  - (21) L. COSTE (dir.), *op. cit.*, pp.21, 38.
  - (22) *Mémoire*, le 8 novembre 1848.
  - (23) *Mémoire*, le 24 février 1852.
  - (24) L'argent obtenu est distribué aux institutions diverses : les sociétés de secours mutuels, les logements ouvriers, la caisse des desservants ecclésiastiques infirmes, la Légion d'honneur, etc. Louis GIRARD, *Napoléon III*, Paris, 1986, p.169 ; Gérard UNGER, *Histoire du Second Empire*, Paris, Perrin, 2018, pp.83-84.
  - (25) *Mémoire*, le 25 janvier 1852. Cette mesure était effectuée en vertu du « Décret portant que les Membres de la Famille d'Orléans seront tenus de vendre tous les Biens qui leur appartiennent en France » et du « Décret qui restitue au Domaine de l'État les Biens meubles et immeubles qui sont l'objet de la donation faite, le 7 août 1830, par le Roi Louis-Philippe ». *Bulletin des lois de la République Française*, X<sup>e</sup> série, premier semestre de 1852, t.9, Paris, Imprimerie nationale, 1852, Nos. 3540 et 3541.
  - (26) *Mémoire*, le 24 février 1852.
  - (27) *Mémoire*, le 20 septembre 1852.
  - (28) L. COSTE (dir.), *op. cit.*, pp.38-41.
  - (29) *Mémoire*, le 2 mars 1848.

- (30) *Mémorandum*, le 18 mars 1852.
- (31) *Mémorandum*, le 8 novembre 1848.
- (32) *Mémorandum*, le 9 novembre 1848.
- (33) *Mémorandum*, le 24 décembre 1848.
- (34) *Mémorandum*, le 2 décembre 1851.
- (35) *Mémorandum*, le 3 décembre 1851.
- (36) *Mémorandum*, le 4 décembre 1851.
- (37) Selon Gautier, Duffour-Dubergier se caractérise par « plus empereur du comité que Napoléon est empereur de la France ». *Mémorandum*, le 13 décembre 1851.
- (38) A. CHARLES, *op. cit.*, pp.340-341.
- (39) *Mémorandum*, le 12 décembre 1851.
- (40) *Mémorandum*, les 14-15 décembre 1851.
- (41) En Gironde, on compte 88.8% des votants (73.6% des inscrits) pour oui, tandis que la ville de Bordeaux n'a pas donné que 66.0% des votants (51.0% des inscrits). A. CHARLES, *op. cit.*, p.342 ; Gisela GEYWITZ, *Das Plebiszit von 1851 in Frankreich*, Tübingen, Mohr, 1965 ; Ch. SCHOULL, *art. cit.*
- (42) *Mémorandum*, le 20 septembre 1852.
- (43) *Mémorandum*, le 30 octobre 1852.
- (44) Ce mot n'est pas identifiable, mais on pourrait deviner le sens, indiquant le Premier Empire, compte tenu du contexte. L'auteur prend une adjectif *ancien* comme hypothèse pour le mot illisible.
- (45) *Mémorandum*, le 29 juillet 1852.
- (46) *Mémorandum*, le 28 août 1852 : Discours du maire de Bordeaux aux sapeurs-pompiers pour demain.
- (47) *Mémorandum*, le 27 septembre 1852.
- (48) *Mémorandum*, le 30 octobre 1852.
- (49) En mars, Gautier s'informait que Louis-Napoléon ne voulait pas établir l'Empire, adressant le discours aux grands corps de l'État. Mais, dès le mois suivant, « on ne parle plus que de l'établissement de l'Empire ». *Mémorandum*, les 31 mars et 20 avril 1852.
- (50) *Mémorandum*, le 29 juillet 1852.
- (51) A. CHARLES, *op. cit.*, pp.276-278. En 1851, comme président du Conseil d'arrondissement de Bordeaux, Gautier a fait voter, avec succès ( 9 oui contre 4 non ), le vœu ayant le contenu pareil, parce qu'il n'était pas encore membre du Conseil général. *Mémorandum*, les 8 et 11 août 1851.
- (52) *Mémorandum*, le 17 août 1852.
- (53) *Mémorandum*, le 23 août 1852.
- (54) *Mémorandum*, le 18 août 1852.
- (55) *Mémorandum*, le 29 septembre 1852.
- (56) On a non moins beaucoup d'aspects à analyser sur cette histoire entière, y compris les relations politiques d'entre personnels locaux, mais contentons-nous pour le moment de ne traiter que des actions importantes de Gautier, lesquelles contribuent à se rapprocher au bonapartisme local. L'auteur planifie de publier sa recherche plus poussée au loin sur l'événement entier dans la perspective de mettre en relief les aspects du développement du bonapartisme local.
- (57) *Mémorandum*, le 24 mai 1852.
- (58) *Mémorandum*, le 12 juin 1852.
- (59) *Mémorandum*, le 11 juin 1852.
- (60) *Mémorandum*, le 29 août 1852. Il est fixé les dates du 14 septembre au 16 octobre 1852 pour le voyage dans le Centre, le Midi et le Sud-Ouest. G. UNGER, *op. cit.*, pp.90-92.
- (61) *Mémorandum*, le 6 septembre 1852.

- (62) *Mémorandum*, le 20 septembre 1852.
- (63) *Mémorandum*, le 1<sup>er</sup> octobre 1852.
- (64) *Mémorandum*, le 2 octobre 1852.
- (65) Selon Charles, ce même discours est discuté aussi dans la séance du Conseil municipal de Bordeaux, documenté sur le procès-verbal de la délibération du Conseil. Il indique la phrase « au nom du Conseil municipal » qui a été supprimé à cause de l'opposition irréductible des légitimistes. A. CHARLES, *op. cit.*, pp.368-369.
- (66) A. CHARLES, *op. cit.*, pp.368-371.
- (67) *Mémorandum*, le 7 octobre 1852.
- (68) Cité in Paul BUTEL (dir.), *Histoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, des origines à nos jours (1705-1985)*, Bordeaux, 1988, pp.178-179. Butel remarque un entretien de Duffour-Dubergier avec Louis-Napoléon à l'occasion du banquet, indiquant qu'ils s'échangeaient des idées en ce qui concerne les questions commerciales, surtout la création de lignes transatlantiques au départ de Bordeaux. Mais la documentation n'en est pas précisée.
- (69) *Mémorandum*, le 10 octobre 1852.
- (70) *Ibid.*
- (71) *Ibid.*
- (72) René RÉMOND, *Les droites en France*, Paris, 1982, pp.110-116.

# L'évolution d'un bonapartisme local à la veille de la restauration impériale : l'exemple d'Antoine Gautier, maire de Bordeaux sous l'Empire autoritaire

NOMURA Keisuke

## *Résumé*

En examinant la vie politique des élites bordelaises suivant la Révolution de Février 1848, les historiens ont généralement privilégié les circonstances politiques du Coup d'État du 2 décembre 1851 à l'évolution idéologique en perspective de l'établissement du Second Empire (1852-1870). C'est par un « contrat tacite » sous-entendu avec le pouvoir bonapartiste que la société locale des élites aurait accepté, volontairement ou non, la réapparition de l'Empire napoléonien. La restauration impériale a lieu en deux phases, la première est la transition de la République de 1848 à la République décennale, la seconde étant la transition subséquente à l'Empire. L'auteur envisage que, d'un point de vue politique, ces deux phases différentes doivent être bien distinctes l'une de l'autre, parce que la première n'a donné que leur assentiment à l'apaisement de la « peur sociale » et au passage à la République décennale en remplacement de la République quarante-huitarde, tandis que la dernière représente le ralliement des élites locales à l'investiture de la dignité impériale à la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, ainsi qu'au rétablissement dynastique des Napoléon. Il reste encore à examiner par quelle dénaturalisation le « contrat tacite » effectue le passage de la première phase à la seconde. Cet article vise donc à dévoiler la logique ou l'idéologie qui permettait aux hommes politiques au niveau local d'accepter la restauration de l'Empire, documenté sur les témoignages d'un homme politique de l'époque, recueillis du *Mémoire* de la main d'Antoine Gautier, maire de Bordeaux de 1849 à 1860.

## The Evolution of Provincial Bonapartism Prior to the Imperial Restoration : The Example of Antoine Gautier, Mayor of Bordeaux under the Authoritarian Empire

NOMURA Keisuke

### *Abstract*

In examining the political history of Bordeaux's elite following the Revolution of February 1848, historians have generally placed more importance on the political circumstances of the coup d'état of 2 December 1851 than on the ideological development in respect of the establishment of the Second Empire (1852–70). It is viewed that, under an implied 'tacit contract' with Bonapartist power, provincial elite society would have accepted, voluntarily or not, the re-emergence of the Napoleonic Empire. This re-emergence having taken place in two phases, the first being the transition from the Republic of 1848 to the Decennial Republic, and the second being the subsequent transition to the Empire of 1852, the author considers that, politically, the phases must be precisely distinguished from each other. This is because, in the first phase, the coup d'état merely gave the provincial elite's assent in order to calm *peur sociale* [social disquiet] and facilitate the transition to the Decennial Republic, while, in the second, the establishment of the Second Empire represented the rallying of the elite to the cause of elevating the person of Louis-Napoléon Bonaparte to imperial rank, thereby re-establishing the Napoleonic dynasty. It remains to be seen by what kind of denaturalisation the tacit contract brought about the transition; accordingly, this article seeks to uncover, on the documental basis of a contemporary provincial politician's testimony, the logic or ideology that enabled such politicians to accept the restoration of the Empire, the testimony being taken from the *Mémoire* of Antoine Gautier, mayor of Bordeaux between 1849 and 1860.